

Austérité : la double peine



La politique d'austérité annoncée par le gouvernement est injuste et irresponsable. Injuste, car elle va lourdement peser sur les dépenses sociales, sur les services publics, notamment locaux, et sur le soutien à l'activité économique. Cela veut dire moins de moyens pour l'éducation, pour la sécurité, pour la santé, pour la recherche, etc.

C'est irresponsable, parce que cette politique pénalise l'avenir. Elle va fragiliser la reprise en contribuant à affaiblir encore la consommation, qui est le principal moteur de la croissance dans notre pays.

Bien entendu, il faut être rigoureux dans la gestion des finances publiques. Mais rigueur ne veut pas dire austérité. Nous avons montré lorsque nous étions aux responsabilités entre 1997 et 2002 que l'on pouvait parfaitement réduire les déficits et augmenter les prestations fournies aux Français. Aujourd'hui, des économies sont possibles dans de nombreux domaines. Mais surtout, il faut

mettre à contribution les hauts revenus, les gros patrimoines et les grands profits alors qu'ils ont bénéficié de multiples cadeaux fiscaux depuis 2002. Nicolas Sarkozy refuse de changer de politique, malgré l'urgence. Il l'a dit à ses amis du Fouquet's et du Bristol : ils peuvent dormir tranquille sur les milliards qu'ils ont accumulés !

La politique du gouvernement aboutit donc à faire payer la facture de la crise à ceux qui n'en sont pas responsables et à épargner tous ceux qui ont bénéficié pendant des années des excès du capitalisme financier. C'est une profonde injustice. La politique des gouvernements de droite à travers l'Europe vise à sauver ce système qui marche sur la tête alors qu'il faudrait au contraire y mettre fin et inventer enfin un nouveau modèle.

C'est ce à quoi nous travaillons, notamment samedi 29 mai lors de notre Convention sur le nouveau modèle de développement économique social et écologique. Venez nombreux pour débattre de cet enjeu décisif.

L'AGENDA

29 mai

► *Convention nationale*
Convention nationale
"Pour un nouveau modèle
de développement
économique, social
et écologique".

3 juin

► *Retraites*
Première des "rencontres
pour la retraite universelle
et personnalisée" à Tours
à 19h30. Suivront La
Rochelle le 4 juin, Rouen
le 7 juin, Toulouse le 8 juin,
Marseille le 10 juin.

8 juin

► *Conseil national*
Préparation à la
Convention rénovation
du 3 juillet.

14 juin

► *Forum des Idées*
Nouvelles perspectives
pour notre agriculture.
Rendez-vous à Cluny
(Saône-et-Loire).
Renseignements
et inscription sur
forumdesidees@parti-
socialiste.fr,
Tél. : 01 45 58 77 11.

Retrouvez l'agenda sur
parti-socialiste.fr



L'info en continu

Michel Sapin, 20/05/10

Déficit

« La proposition de Nicolas Sarkozy d'inscrire dans la Constitution française une règle de limitation du déficit public à quelque chose de surréaliste. C'est celui dont la politique aura creusé le plus grave déficit que la France a connu depuis 65 ans qui se veut, aujourd'hui, dans les mots, le chantre d'un retour à l'équilibre. Au-delà du débat constitutionnel, Nicolas Sarkozy prépare une France sans croissance, au chômage toujours en hausse et dont ... les déficits continueront à se creuser ».

Guillaume Bachelay, 21/05/10

Politique industrielle

« La France a perdu 260 000 emplois entre la mi-2008 et la mi-2009. La situation est grave : notre pays est menacé de ne plus être une puissance industrielle, à la fois performante, innovante et rayonnante. Face à ce constat d'urgence industrielle, le gouvernement Sarkozy-Fillon reste passif. Cette absence de vision est un véritable boulet attaché aux pieds de notre économie dans un contexte de concurrence entre l'Europe et les autres régions-continentes, mais aussi dans une période de compétition intra-européenne ravivée ».

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

10 millions

L'ACTU DU BUREAU NATIONAL

Mobilisation interprofessionnelle du 27 mai

Réuni en Bureau national le 25 mai, le Parti socialiste a réaffirmé son soutien à la manifestation interprofessionnelle du 27 mai et a appelé à la mobilisation aux côtés des syndicats organisateurs lors de cette journée de lutte contre la politique du gouvernement en matière d'emploi, de salaires, de service public, de pouvoir d'achat et de retraites.

« Alors que s'annonce un plan d'austérité sans précédent, les Français doivent dire clairement qu'ils ne veulent pas payer seuls la facture d'une crise dont ils ne sont pas les responsables. C'est une remise en cause massive des services publics et de la protection sociale qui s'annonce, ainsi qu'un coup dur porté au pouvoir d'achat des Français, a affirmé le BN, La politique

du gouvernement ne permettra pas de relancer la croissance, condition indispensable pour réduire les déficits et elle représentera un coup de bambou social sans précédent ».

Concernant les retraites, la droite a confirmé sa volonté de faire reculer l'âge du départ et d'allonger la durée de cotisation, faisant endosser aux salariés tous les efforts. *« C'est à la fois injuste et inefficace »* a commenté le BN. Le gouvernement s'appête à revenir, contre l'avis de tous les syndicats, sur l'âge légal de départ à 60 ans, qui est une garantie pour ceux qui ont atteint leur durée de cotisation, une protection pour les salariés usés par le travail et une liberté de choix pour tous les Français. *« Inacceptable »* pour le parti.

La journée de mobilisation interprofessionnelle permettra de réaffirmer notre attachement

aux services publics nationaux et locaux menacés par le gel des crédits des collectivités locales. Le Parti socialiste salue *« la mobilisation de quatre syndicats de postiers pour dénoncer l'entêtement du gouvernement à privatiser La Poste ».*

Le Parti socialiste demande qu'une autre politique économique permette de relancer la croissance et de créer des emplois en supprimant notamment les avantages fiscaux. Il soutient donc cette mobilisation, qui est *« un premier mouvement indispensable pour s'opposer à la volonté de la droite de pénaliser les salariés face aux conséquences de la crise financière »* et a appelé à une large participation aux côtés des syndicats. *« Cette journée du 27 mai est un moment indispensable pour refuser la politique d'austérité et de régression sociale du gouvernement et défendre les retraites »* a conclu le BN.

LA VIE DU PARTI

L'actualité des événements qui rythment la vie militante

Recentralisation, on ne désarme pas ! Trouver sa place en ville

Étranglement financier, recul de la parité, fusion cachée des départements et des régions, la contre-réforme territoriale préparée par le gouvernement menace les territoires et les services publics locaux. Des initiatives ont été menées sur tout le territoire. Parmi elles, celle des militants de la Fédération du Nord, accompagnés de Bernard Roman, Gilles Pargneaux, Alain Cacheux, Christian Bataille et Dominique Baert. Ils étaient, le 17 mai, devant la Préfecture, à Lille, pour dénoncer les conséquences pour la région des textes gouvernementaux. La Fédé 59 organise chaque lundi un tour de garde contre la casse dans l'Éducation nationale. En 2009, 602 postes ont été supprimés, en 2010, ils seront 646. Contre l'asphyxie des collectivités, la mairie de Palaiseau a envoyé à ses 13 500 administrés une carte postale « territoires en danger » à renvoyer au ministre de l'Intérieur, les cartes sont disponibles dans les points d'accueil municipaux. Vous aussi, animez la mobilisation pour la défense des territoires et faites-nous part de vos initiatives !

► Retrouvez le kit de campagne sur defendonsnoterterritoires.fr

Les MJS poursuivent leurs débats nationaux « Perspectives 2012 » en abordant la politique urbaine sous le thème « là où j'habite, là où je vis ». Après la région Rhône-Alpes et l'Aude, Laurianne Deniaud, présidente du MJS, se rendra à Rennes, le 31 mai, pour étudier les temps de la ville, et les solutions trouvées pour que les Rennais trouvent leur place dans leur ville. Clichy-sous-Bois fait également partie du programme, sur la question de la politique urbaine dans les quartiers de relégation sociale, ainsi qu'Evry, sur la construction d'une ville nouvelle. De nombreuses rencontres sont parallèlement prévues, avec des géographes, des architectes, des économistes, des associations (comme l'Union nationale pour l'habitat des jeunes), des ONG (RAC, Réseau action climat), des politiques (secrétaires nationaux), et des élus. Les Fédés ont jusqu'au 6 juin pour déposer leurs contributions au débat. Le 19 juin, la Convention nationale « Là où j'habite, là où je vis » donnera naissance à des propositions.

► Contribuez au débat sur perspectives2012.fr



L'info en continu

Benoît Hamon, 25/05/10
Mobilisation

« Nous appelons toutes celles et tous ceux qui sont attachés à des droits importants, notamment la retraite à 60 ans, ceux qui ne souhaitent pas cotiser davantage de trimestres, nous les appelons à se mobiliser. Le 27 mai est une mobilisation sociale importante, parce qu'on peut encore faire reculer le gouvernement ».

Marie-Pierre de la Gontrie, 21/05/10
Libertés en danger

« Préoccupé par le nombre et la durée des gardes à vue et de la détention provisoire, inquiet des conditions carcérales et de l'arbitraire laissé à l'administration, le Comité contre la torture auprès des Nations unies dénonce les atteintes à la liberté dans notre pays et les dangers portés par la politique du gouvernement. Le taux de surpopulation carcérale et le nombre élevé de suicides en prison doivent nous conduire à repenser la politique pénitentiaire en redonnant du sens à la peine de prison et en développant notamment les peines alternatives ».

Brigitte Bourguignon, Bruno Julliard, 26/05/10
Rythmes scolaires

« Une réforme d'ampleur des rythmes scolaires et un développement des activités sportives et culturelles nécessiteraient un encadrement renforcé, un développement et une adaptation des infrastructures, une concertation sur les missions et les services des enseignants. Le gouvernement, qui opère des coupes sévères dans les effectifs des enseignants n'y est manifestement pas disposé ».

FOCUS

Forum des **Idées**
AGRICULTURE

Forums des idées, c'est parti !

Le premier thème abordé sera l'agriculture, le 14 juin en Saône-et-Loire

L'agriculture et ses nouvelles perspectives sera le premier thème de la série de Forums des idées organisés par le Parti socialiste. Ce premier forum se tiendra à Cluny, en Saône-et-Loire, le 14 juin et permettra notamment à Germinal Peiro, Secrétaire national à la ruralité et à la mer, de présenter, au nom du parti, notre projet pour l'agriculture. L'écrivain Erik Orsenna présidera la première table ronde, intitulée « L'agriculture dans la société, les demandes, les enjeux », la

discussion sera menée par Jean Viard, sociologue, Alain Berger, représentant le ministère de l'Agriculture et Jean-Marie Gillardeau, juriste. La deuxième table ronde, présidée par Philippe Martin, président du Conseil général du Gers et Secrétaire national adjoint à l'environnement, posera la question de l'avenir de notre agriculture, en compagnie des représentants des principaux syndicats d'agriculteurs. Martine Aubry conclura les débats.

AU PARLEMENT

Les socialistes à l'offensive

En direct de l'Assemblée

Les députés socialistes ont concentré leurs questions au gouvernement sur les principales sources d'inquiétude des Français, à savoir : la politique industrielle, le soutien aux banques et les retraites. Depuis 2002, la France a perdu 500 000 emplois industriels. « L'industrie française est en plein décrochage, par rapport à l'Allemagne par exemple, explique Michel Lefait, député du Pas-de-Calais, *Il y a un désintérêt et un abandon du gouvernement sur le sujet* ». L'annonce de la suppression prochaine d'un millier d'emplois dans l'entreprise leader de la verrerie de table, Arc International, implantée dans le Pas-de-Calais, a ainsi donné l'occasion à Michel Lefait de demander des explications au gouvernement sur sa politique industrielle. Alors que le rapport de la Cour des comptes sur le plan de sauvegarde de l'État durant la crise vient d'être mis en ligne, dénonçant un énorme cadeau fait aux banques, Jérôme Cahuzac a tenu à interpellier le gouvernement sur ce terrain. « La Cour des comptes a reconnu

qu'il fallait faire ce plan, mais elle a indiqué qu'il ne fallait pas faire comme cela, a résumé le député, alors que les Etats-Unis et la Suisse ont réalisé un gain de 23% et de 30% avec leurs interventions, la France s'est contentée d'un petit 3%. Il y a un manque à gagner pour l'État de 5 à 6 milliards d'euros. Ce plan d'aide aux banques n'était pas une bonne affaire pour l'État ». Alors que l'on s'oriente de plus en plus vers un allongement de la durée de cotisation et un recul de l'âge de départ en retraite, les députés socialistes, par la voix de Marisol Touraine, ont tenu à réaffirmer qu'il « *n'y avait pas de dogme à protéger les plus modestes et laisser travailler davantage les autres* ». C'est l'essence même du plan retraite des socialistes présenté la semaine dernière.

En direct du Sénat

Nicole Bricq, sénatrice de Seine-et-Marne, Vice-présidente de la commission des Finances, a dénoncé, au nom du groupe socialiste du Sénat, « *l'incohérence et l'irréalisme des mesures annoncées à l'issue de la conférence des déficits* », tenue jeudi dernier.

L'enjeu de cette conférence était de taille. Il s'agissait de trouver 100 milliards d'euros en trois ans et de ramener le déficit public français à 3% en 2013. Il est de 8% aujourd'hui. La solution annoncée par Nicolas Sarkozy accumule compression des dépenses sociales, asphyxie des services publics nationaux et locaux et augmentation des impôts. « *Une austérité qui étouffera la faible croissance de la France* » a commenté la sénatrice. Le président de la République a également annoncé qu'il souhaitait inscrire dans la Constitution l'obligation, pour chaque nouveau gouvernement, à partir de 2012, de se fixer un objectif de déficit public. « *Un pur affichage* » a dénoncé Nicole Bricq. Les sénateurs socialistes ont soutenu les collectivités territoriales qui ont refusé de participer à la cette conférence des déficits, « *elles n'ont pas à être les boucs émissaires d'une politique budgétaire irresponsable et injuste* » ont conclu les sénateurs socialistes.

PS



Retraites, austérité, baisse du pouvoir d'achat : avec la droite, ce sont toujours les mêmes qui paient

**Les peuples ne sont pas responsables de la crise.
Et pourtant c'est à eux que Nicolas Sarkozy présente la facture !**

Austérité

Le gouvernement a annoncé un plan d'austérité massif. Cela veut dire :

- Moins de moyens pour l'éducation de nos enfants,
- Moins de moyens pour la sécurité,
- Moins de moyens pour soutenir nos entreprises,
- Moins de moyens pour les services publics de proximité,
- Moins de moyens pour soutenir les salariés et les chômeurs durement touchés par la crise.

Comme d'habitude avec Nicolas Sarkozy, ce sont toujours les mêmes qui paient la facture !

Retraites

Alors que le Parti socialiste a proposé un plan équilibré et durable qui met à contribution tous les revenus pour sauvegarder nos retraites, le gouvernement ne propose que deux choses : allonger la durée de cotisation et reporter l'âge légal. C'est injuste et inefficace !

Une nouvelle fois avec Nicolas Sarkozy, ce sera travailler plus pour gagner moins !

Pouvoir d'achat

Le gouvernement refuse de soutenir le pouvoir d'achat, alors que la consommation recule, ce qui menace la croissance.

Et les dépenses continuent d'augmenter, à commencer par la santé. C'est l'augmentation de la franchise médicale, de la franchise hospitalière et les déremboursements de médicaments.

Comme toujours avec Nicolas Sarkozy, c'est payer plus pour moins de services publics !

Par contre, les hauts revenus, les gros patrimoines et les grands profits sont protégés

Nicolas Sarkozy refuse toujours de remettre en cause le bouclier fiscal. Il n'a rien fait pour réformer le système financier. Il a promis de taxer les hauts revenus (bonus, stock-options) mais il n'a rien fait.

La politique de Nicolas Sarkozy creuse les déficits pour sauver le capitalisme financier !

Pour un nouveau modèle, pour une politique juste et efficace, le Parti socialiste propose :

- ▶ **Une réforme juste et durable des retraites qui fait porter 50 % des besoins de financement sur les hauts revenus, les gros patrimoines et les grands profits.**
- ▶ **Une véritable régulation de la finance avec notamment une vraie taxation sur les stock-options et les parachutes dorés, la création d'une Taxe Tobin sur les transactions financières et la stricte séparation entre les banques de dépôts et les banques d'investissements.**



Pour proposer, débattre et agir, rejoignez le Parti socialiste

Je souhaite prendre contact avec les socialistes

Je désire adhérer au Parti socialiste

Je verse.....euros pour soutenir
l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)
Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995,
ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

À renvoyer au Parti socialiste,
10 rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07
contact@parti-socialiste.fr - parti-socialiste.fr

Nom

Prénom

email

Tél

Adresse

code postal

Ville